

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

Les Ligues sont dissoutes

Les décrets concernant la dissolution des ligues viennent d'être promulgués.

Le mouvement de grèves avait porté un rude coup aux organisations fascistes en permettant à la classe ouvrière de reprendre conscience de sa force, en clarifiant la situation, en délimitant exactement les deux camps, irréductiblement opposés : le capitalisme et ses soutiens, les travailleurs et leurs organisations.

Car le véritable danger fasciste provenait surtout du fait qu'une partie des populations laborieuses était gangrenée par la démagogie anticapitaliste de certaines fractions d'extrême-droite. Si les mots d'ordre instinctivement reponsoient aux mots d'ordre de l'Action Française, sentant par trop le sabre et le goupillon, beaucoup d'entre eux, déboussolés par la crise et le découragement, se sentaient attirés par la phraséologie nationale-communiste des francistes, par exemple.

C'était le manque de combativité des groupements ouvriers qui faisaient la force du fascisme.

Huit jours de combat sur le terrain économique ont fait plus dans le domaine de la lutte antifasciste que mille conférences de M. Paul Chopeine.

Aussi la dissolution s'est effectuée facilement, sans résistance véritable. Nous ne pouvons qu'applaudir à ces mesures légales venantachever la besogne si bien entamée.

Mais prenons garde.

Les groupements dissous disposent de moyens financiers qui leur permettront de se reconstruire sous une forme ou sous une autre. Un point sur lequel il faut insister, c'est le désarmement immédiat et complet des organisations dissoutes.

Les études, parties dans le *Populaire*, sous la signature de Hermann prouvent que tous les renseignements relatifs aux dépôts d'armes sont en possession des ministres responsables. Il faut donc agir sans retard.

La classe ouvrière doit elle-même prendre ses dispositions pour procéder à cette mise hors de combat des troupes réactionnaires sans attendre la procédure interminable des Chambres.

C'est seulement de cette manière que la dissolution des ligues sera rendue effective.

Ce sont les organisations ouvrières elles-mêmes qui doivent liquider le fascisme, c'est leur combativité qui constitue la seule garantie, c'est leur armement propre qui doit renforcer leur puissance de producteurs.

Demain, les manquements du Front populaire semeront la désillusion dans les masses de travailleurs, sera le meilleur allié de la propagande fasciste. N'oublions pas l'expérience de l'Allemagne.

Le salut réside dans la vigilance prolétarienne, dans son action directe, dans sa lutte pour des buts révolutionnaires.

Le fascisme sera vaincu non par le parlementarisme, mais par la révolution sociale.

Le droit d'asile

La Délégation du Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. tient à porter à la connaissance des organisations et des militants intéressés qu'elle a quitté la Conférence Internationale pour le Droit d'Asile, qui se tenait samedi soir et dimanche à la mairie du 5^e arrondissement, en signe de protestation contre l'attitude du Comité organisateur, l'égaré des représentants de la C.G.T.

Il faut que l'on sache que d'un commun accord il avait été convenu qu'aucune question susceptible de provoquer des contradictions dans l'assemblée n'aurait été soulevée.

Malgré cet engagement, que notre Délégation était prête à respecter jusqu'au bout, à la séance d'hier matin, le Comité organisateur de la Conférence, cherche de contester le nombre et de discuter au sujet de la personnalité de certains de ces délégués. Tant vrai que l'on refusa l'entrée de la Conférence à plusieurs mandatés, y compris le Secrétaire du Comité du Droit d'Asile, lui-même.

La Délégation revendique hautement son droit de choisir ses propres représentants sans avoir à en rendre compte qu'à sa propre organisation et à la C.G.T.

Le Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. n'a pas besoin de rappeler l'action tenace et persistance que notre Centrale Syndicale Française a menée depuis toujours en faveur du Droit d'Asile et des revendications légitimes des travailleurs immigrés.

Elle regrette cet incident dont les responsabilités incombent uniquement aux organisateurs de la Conférence.

Le Comité du Droit d'Asile de la C.G.T.

Tout est possible... Oui, par l'action directe

La vague de fond qui a soulevé depuis un mois les victimes de l'exploitation capitaliste est encore loin d'être apaisée.

Malgré l'accord du 7 juin et les lois sociales déposées, les travailleurs se rendent compte que c'est seulement la force ouvrière organisée qui peut faire entrer dans la pratique les engagements pris, et dont l'application se heurte aux manœuvres hypocrites ou à l'hostilité déclarée du patronat.

Aussi, si l'on enregistre une acalmie dans la région parisienne, il n'en est pas de même en province où les travailleurs subissent des conditions d'existence plus misérables encore que leurs camarades parisiens. L'excellente tactique inaugurée par les métallurgistes parisiens a eu les plus heureuses répercussions sur l'ensemble du monde ouvrier du pays tout entier, et c'est pourquoi le mouvement revendicatif persiste et se propage dans les régions et les industries non encore atteintes.

Il a même gagné la Belgique où les exploités défendent courageusement leur droit à la vie, face à la répression policière dirigée contre eux par les ministres socialistes en exercice.

Il est incontestable qu'à la faveur de cette action directe et des résultats obtenus, la classe ouvrière reprend confiance en elle-même. Elle doit donc faire en sorte que les avantages qu'elle a conquis de haute lutte ne restent pas sans lendemain.

Elle vient de faire l'expérience que c'est seulement devant l'ampleur du mouvement et l'ambiance révolutionnaire déterminée par l'occupation des usines, que la bourgeoisie a cédé à ses légitimes revendications.

Il est donc raisonnable de penser que, cette fois, la peine le premier danger est-il écarté et le principal foyer d'agitation s'est-il éteint que la réaction capitaliste songe à reconquérir le terrain perdu. La riposte se manifeste sur le plan économique par une augmentation générale des produits et sur le plan politique par l'agitation dans la rue.

Le petit commerçant (cher à Thorez) au gros industriel, tous sont décidés à défendre avec acharnement leurs intérêts sur le dos du consommateur.

Si l'augmentation de son pouvoir d'achat est annihiliée par une augmentation correspondante ou supérieure des produits les plus indispensables, prolo sera donc Gros-Jean comme devant !

Pourquoi les dirigeants syndicaux n'ont pas prévu dans les accords conclus le réajustement automatique des salaires aux fluctuations du coût de la vie, c'est-à-dire l'échelle mobile,

ce n'est pas un mystère qu'il conviendra sans doute d'éclaircir, mais les intéressés doivent, sans tarder, exiger cette clause dans les contrats collectifs.

Nous avons, ici, prévu depuis longtemps cette situation. Nous avons annoncé les difficultés que rencontrerait le gouvernement de la conception toute jacobine et nationale de la révolution s'inquiète déjà de la tournure prolétarienne de ce mouvement. Des parts de gauche dits « de classe » s'impliquent de cette fluidité et de cette méfiance jacobine.

La multiplication des serments, déclarations, discours et manifestes replace le mouvement ouvrier dans l'atmosphère diluante des « saints principes ». En parlant du jacobinisme c'est donc à une tendance du mouvement ouvrier que nous faisons allusion. Les conceptions jacobines déracinées par cinquante ans de bataille syndicale repartissent victorieusement dans les paroles des chefs. Si demain ceux-ci parviennent à les replacer dans la base prolétarienne, c'est tout de suite l'organisation ouvrière qu'il faudrait reprendre à ses débuts. Racine sur un terrain nouveau, le capital profiterait immédiatement de la première défaillance des masses pour imposer à la société sa forme autoritaire : le fascisme.

Nous répétons que, pour nous, toute solution recherchée dans le cadre du régime ne peut se souder en faveur de l'élément ouvrier qui si ce soit est assez fort pour l'imposer. Le gouvernement et les législateurs ne font que sanctionner le fait établi, l'expérience vient une fois de plus de le démontrer.

Or, pour acquérir la puissance indispensable, il faut que le mouvement ouvrier offre toutes les garanties d'indépendance à ceux qui rejoignent ses rangs. Il faut que ceux qui sont liés à la politique gouvernementale par une fonction parlementaire soient écartés impitoyablement des postes responsables qu'ils ont acquis lorsqu'ils prétendaient se consacrer entièrement à la cause syndicale.

Face aux tractations du gouvernement Blum qui cherche à consilier des intérêts irréductibles opposés au détriment du salarié-consommateur, l'action ouvrière doit être menée vigoureusement et avec toute l'indépendance nécessaire.

D'autre part, l'agitation réactionnaire qui se manifeste à nouveau va obliger l'organisation ouvrière à sortir du cadre strictement corporatif pour envisager la défense des libertés acquises et balayer définitivement le danger fasciste.

Dans les comités d'entreprises, dans les sections locales, dans les bourses du travail, une immense besogne doit être faite par les syndicalistes révolutionnaires pour orienter la lutte ouvrière vers les solutions révolutionnaires qui s'imposent !

Si nous laissons passer notre heure, ce sera celle de la réaction.

Songeons-y avant qu'il soit trop tard.

N. FAUCIER.

Les grèves rebondissent pour le respect des contrats signés et pour les congés payés et les 40 heures.

BRAVO ! LES OUVRIERS COMPRENNENT QUE L'APPLICATION IMMEDIATE DES LOIS SOCIALES DEPEND DE LEUR ACTION DIRECTE

Prolétariat et bourgeoisie LES GRÈVES

De l'avis de tous, ces grèves ont trop duré. Il serait grand temps qu'elles s'arrêtent. Devant l'action ouvrière, le gouvernement s'émeut, des factions s'agencent. Bergery dont nous signalions dans un précédent numéro la conception toute jacobine et nationale de la révolution s'inquiète déjà de la tournure prolétarienne de ce mouvement. Des parts de gauche dits « de classe » s'impliquent de cette fluidité et de cette méfiance jacobine.

La multiplication des serments, déclarations, discours et manifestes replace le mouvement ouvrier dans l'atmosphère diluante des « saints principes ». En parlant du jacobinisme c'est donc à une tendance du mouvement ouvrier que nous faisons allusion. Les conceptions jacobines déracinées par cinquante ans de bataille syndicale repartissent victorieusement dans les paroles des chefs. Si demain ceux-ci parviennent à les replacer dans la base prolétarienne, c'est tout de suite l'organisation ouvrière qu'il faudrait reprendre à ses débuts. Racine sur un terrain nouveau, le capital profiterait immédiatement de la première défaillance des masses pour imposer à la société sa forme autoritaire : le fascisme.

Examions les rapports de ce jacobinisme petit-bourgeois avec l'organisation et la lutte syndicale dans la mesure où les derniers événements nous donnent des éclaircissements sur ce sujet.

Le syndicat constitue pour le radicalisme petit-bourgeois un outil de démolition capitaliste comme il est pour d'autres politiciens le bouillon où s'incube et se développe le ferment d'une doctrine.

En aucun cas l'organisation syndicale par sa force et sa détermination propre ne se révèle pour eux un facteur capable d'apporter au monde d'une part un cadre de gouvernement démocratique et d'autre part une action déterminante du progrès social. Ils voient dans le syndicat tout autre chose que les ouvriers et nous-mêmes : une force d'appui qui peut jouer dans le concours politique jusqu'à concurrence d'égalité ; et même plus cyniquement un moule coercitif à l'énergie négative des masses.

Lorsque au sens de Bergery et de quelques autres, l'action revendicative des masses s'est transformée en action politique (ce qui n'est d'ailleurs qu'une expression fausse puisque cette prétendue action politique n'est qu'une revendication économique poussée à son maximum), lorsqu'il y eut donc action politique c'est-à-dire des que des menaces d'expropriation et de collectivisation d'entreprises se furent précisées, il réapparut dans la presse de gauche des signes de gêne et en particulier dans *La Flèche* des menaces précises contre ce que Bergery appelle stupidiement en bourgeois dont la finesse s'oubliera devant une réalisation prolétarienne : « les sabotages de la lâcheté et de la surenchère ».

Parallèlement ces représentants de la classe moyenne que nous nous abstiendrons de qualifier de démagogues et lâches — car ces défauts cachent une finesse et une volonté très réelles — par l'intermédiaire de leurs politiciens qualifiés provoquent de la part du gouvernement une action positive contre un capital trusté et cartellisé qui doit disparaître en leur esprit au bénéfice d'une démocratie petite-bourgeoise qui n'a rien de commun avec le prolétariat. C'est ainsi que le « mercantil » a suivi le « provocateur », l'un devant contrebalancer l'autre et tous deux devant disparaître devant l'ordre socialiste et la nation petite-bourgeoise.

La bourgeoisie, disons-nous, craint le syndicalisme, expression de la maturité du prolétariat — mais il lui plairait assez d'incorporer à son action un vaste organisme prolétarien compréhensif et docile. C'est pourquoi elle tentera de précipiter la classe ouvrière dans une organisation dont elle se contenterait de contrôler les manifestations par des mesures d'ordre national comme l'arbitrage obligatoire ou la fameux respect de la légalité inclus dans l'accord Matignon.

Bergery constate d'autre part qu'en bien des cas la direction des grèves a échappé au syndicalisme. Nous avons fait avec la même gêne la même constatation, mais à rebours non pour déplorer la direction des grèves, mais bien la direction du syndicalisme. Nous avons été heureux de voir pour notre part que les « négociations anarchistes » avaient encore des correspondances chez la masse.

Nous sommes d'accord avec Bergery sur les faits, non sur les conclusions car nous ne servons pas la même classe. En vérité non, la direction des grèves n'a pas échappé au syndicalisme, mais elle a peut-être bousculé quelques directions syndicales. Elle a tellement étonné certains bourgeois qu'ils leur fait perdre la notion de ce qu'il a été une véritable direction syndicaliste, révolutionnaire et politique. Elle leur fait prendre leur projet pour une réalité. Non le syndicalisme n'est pas encore incorporé à l'Etat ni la masse syndicale fondue au creuset de la direction réformiste. En vérité l'action des masses est syndicaliste ; la politique c'est l'appui que le gouvernement a quêté et obtenu de la direction syndicale. Sous

Si la guerre éclatait...

Si, à l'intérieur du pays, le ciel se dore de quelques teintes roses (?), du côté de la frontière l'horizon reste sombre.

La victoire électorale du « Front Populaire » et les premiers succès parlementaires du ministère Blum font perdre de vue à la plupart la menace qui pèse sur l'autre « Front ».

Je n'ose pas affirmer que cette menace s'aggrave ; mais il est certain qu'elle persiste : sérieuse, redoutable, horrifiante.

Je sais bien que le programme du Gouvernement actuel comporte, outre la conquête du pain et la défense de la liberté, la sauvegarde de la paix. Mais d'un programme à sa réalisation, il y a souvent plus loin que de la coupe aux lèvres.

Le serment du 14 juillet 1935 ne m'inspire pas, en ce qui concerne le pain et la liberté, beaucoup de confiance ; pour ce qui est de la paix, il ne m'en inspire aucun.

Pour en parler congrument, j'ai attendu la déclaration ministérielle.

A dire vrai, je n'espérais pas y trouver l'expression d'une inflexible volonté de paix se manifestant par l'annonce d'une de ces déterminations précises et concrètes qui ne laissent place à aucune équivoque.

Je prévois des déclarations ronflantes mais ambiguës, des engagements solennels mais restrictifs, des cris de haine à la guerre et des serments d'amour à la paix. Pas moins, mais pas plus.

J'ai lu très attentivement cette déclaration ministérielle et je n'y ai rien trouvé, rien de ce qui, même sous une forme discrète et voilée aurait pu me rassurer.

Cherchant à me persuader que je n'avais apporté à cette première lecture ni un suffisant effort de compréhension, ni un esprit assez dégagé de toute idée préconçue, j'ai relu le passage consacré à « la volonté de paix du pays » et cette seconde lecture n'a fait que fortifier mes appréhensions.

Si la guerre éclatait... — on a dit et redit ; mais il y a des vérités qu'il ne faut jamais se lasser de dire et de redire, surtout lorsqu'il semble que l'opinion publique l'oublie. — Si la guerre éclatait, ce serait une calamité sans précédent, aux conséquences incalculablement désastreuses : des dizaines de millions de morts, des capitales en cendres, la ruine de la civilisation, un bond formidable en arrière, et, pour un laps de temps inévaluables, la porte fermée à toutes les réalisations des aujourd'hui possibles, et à toutes les possibilités réalisables demain. Enfonçons-nous bien dans la tête que, une fois la guerre déclenchée, toute action collective deviendrait impossible à organiser.

Sabotage de la mobilisation, insurrection populaire, transformation en guerre civile de la guerre impérialiste, grève générale d'opposition et révolutionnaire ?...

Que, restant dans le cadre des réalités, on réfléchisse froidement, sans céder au mirage de ses désirs personnels et à la grisaille de certaines formules ! Et qu'on me démontre que, si la guerre éclatait, il serait possible, je ne dis pas de mener à bien, mais seulement de tenter de mettre debout une de ces actions de masse par lesquelles on espère arrêter le fléau après que, brutal, furieux, déchaîné, il aura, dès la première heure, jeté partout l'affolement de la panique et de la débandade.

SEBASTIEN FAURE.

(Voir suite page 3.)

Tous ce soir au meeting pour le droit d'asile, 10, rue de Lancry

Le Coin des Jeunes

Marche arrière

prétexte que vous êtes des politiciens, il ne faudrait pas voir partout de la politique, ni surtout renverser les problèmes. Chaque fois que vous verrez pointer l'aube d'un mouvement social, vous pourrez crier à la politique et vous faire applaudir par quelques bourgeois. De la lutte pour un minimum à la lutte pour un maximum vital (disparition de la plus-value du travail par l'égalité des conditions) il n'y a pas de transformation qualitative. Si vous admettez qu'on peut réduire le droit d'un patron sur le terrain économique vous devez admettre que sur le même terrain on peut détruire ces droits patronaux. L'expropriation, la collectivisation, c'est le contrat collectif limité que veulent arracher les travailleurs.

Nous disons maintenant que si dès les premiers jours les dirigeants syndicaux avaient compris que la généralisation de la grève appelaient la grève générale, si le parti socialiste avait été un parti révolutionnaire, nous n'aurions certainement pas à polemiquer contre la bourgeoisie jacobine. La révolution se fut exécutée de bout en bout, entraînant les classes moyennes, brisant le capital, manifestant une puissance que les radicaux jacobins, réformistes, planistes craignent sans doute par sentiment mais qu'ils ne lui reconnaissent pas en cette conjonction historique.

Lorsque Bergery dans l'estimation des forces de classe met en garde le peuple français contre une surestimation de l'élément prolétarien, ce n'est pas à la vraie composition des forces qu'il doit la vérité de ses paroles, mais à la dépréciation du prolétariat qui est le fait des directions syndicales et politiques pénétrées de réformisme, parlementarisme, planisme et de toutes les déviations du socialisme prolétarien. C'est d'autre part en semant l'erreur de la faiblesse prolétarienne qu'on récolte une vérité toute relative avec la sous-estimation de la capacité révolutionnaire des masses.

Le prolétariat est si sûr qu'il défaut d'une vraie clairvoyance révolutionnaire (ce manque de clairvoyance causé par l'action des dirigeants qui font tout pour l'aveugler), il apporte dans les réformes de détail une minutie, une intelligence, une conscience dont personne ne le croyait capable. Et il apparaît vraiment que sa maturité révolutionnaire est la seule provocation ou surenchère que messieurs les chefs voient partout où ils ne peuvent plus placer leur ignorance ou leurs mauvaises raisons.

Après ces grèves, il ne restera plus rien des tracasseries où les politiciens voulaient jeter le prolétariat. Organisations de Front populaire sur une base jacobine et bourgeoisie ? Mais tout ce qui est sauf dans le Front populaire affue vers l'organisation syndicale.

Loi de quarante heures, contrat collectif, mesures de paix sociale ? Mais avant la loi, avant, même l'étude des projets par les techniciens qualifiés, les ouvriers en imposent la réalisation par des mesures de guerre sociale. Les salaires obtenus dépassent presque partout les barèmes syndicaux.

Contrôle ouvrier, autre mesure d'entente sociale ? Nous avons su de quelle façon il s'est exercé dans les usines pendant les grèves. Il n'a été tenu qu'aux dirigeants qu'il s'exerçait d'une façon continue et totale.

Mais ces dirigeants n'avaient pas en vue la révolution que le prolétariat pouvait faire. En conclusion il faut remettre la partie. Si le prolétariat veut prendre en mains toutes les cartes : organisation démocratique et révolutionnaire dans ses syndicats, direction idéologique de classe, indépendance vis-à-vis des combinaisons politiques ; s'il veut prendre toutes ces cartes et les jouer la partie remise doit être bientôt partie gagnée. Les organisations existantes ne peuvent rien pour sa victoire. Il doit forger sa forme dans la lutte. L'organisation ne tombe pas du ciel.

Le processus historique n'est favorable à personne. La bourgeoisie conserve ses vieux cadres solides mais dégarnis. Le propriétaire possède une énergie sans cadre. Il peut faire de la machine syndicale son organe révolutionnaire, son organisation, son cadre.

La petite bourgeoisie le surveille. Elle dicte à ses champions des promesses et des menaces de classe. Entre deux classes adverses, capital et prolétariat, cette petite bourgeoisie entend se fortifier en dépit des « sabotages de la lâcheté et de la surenchère ». Elle prétend imposer la domestication du prolétariat en se l'adjointant momentanément dans une lutte toute nationale et limitative contre le haut capital — pour le rejeter après service. Mais nous tenons à préciser de notre côté, preuves en mains, que cette domestication est un stade dépassé de l'évolution historique et qu'organisé sur un plan de lutte le prolétariat peut dès à présent pousser son exigence quantitative au maximum, et qu'il en sortira normalement une force totalitaire et absolue : la Révolution Proletarienne.

L. DAURAT.

Les prisonniers politiques de la Santé sont " libérés "

Malgré ses promesses, le Front Populaire n'a pas encore voté l'amnistie. Les prisonniers politiques de la Santé, dont notre camarade Loran, attendaient toujours la bonne volonté des nouveaux maîtres du jour.

Ceux-ci ne semblaient pas pressés, ce que voyant les emprisonnés décideront de faire la grève de la faim.

La décision prise, ils passèrent à l'action. Au deuxième jour, ils eurent satisfaction. Aujourd'hui ils sont libres.

Une fois de plus l'action directe a eu raison des atermoiements gouvernementaux.

Ceux qui nous démontrent que les promesses du Front Populaire ne se réaliseront que si l'on

impose.

AMIS DE LA REGION PARISIENNE

Contrairement à ce qui a été annoncé la semaine dernière, notre

Balade Champêtre

du 14 juillet

se tiendra dans le bois de Clamart, au lieu dit :

LE TAPIS VERT

dans un magnifique cadre de verdure.

Autobus à la Porte de Versailles.

(Les détails de l'organisation paraîtront dans les prochains numéros.)

Une noble figure

Parmi les nouvelles théories récemment lancées par le Parti communiste et les organisations qui subissent son influence, une des plus curieuses est celle qui a trait au militarisme.

Les propagandistes communistes défendent l'idée que la besogne essentielle à accomplir est de démocratiser l'armée française, de la purger en la débarrassant de tous les officiers et sous-officiers fascistes.

Ce mot d'ordre se rattache naturellement à la conception générale qui prévaut actuellement, envisageant la question internationale sous l'aspect schématique de la lutte entre les nations fascistes et les pays démocratiques.

(Remarquons en passant que ce bloc « démocratique » comprend entre autres l'Autriche de Schuschnigg, la Yougoslavie qui vit sous la botte des généraux, etc., etc.).

En effet, ce n'est qu'à l'époque du pacte franco-soviétique qu'est apparue la ligne nouvelle dans les organes du Comintern.

Par nécessité de politique extérieure, le P. C. révolutionnaire en théorie, en est arrivé à préconiser les thèses des plus farouches partisans de la Défense Nationale.

Jaurès ne les aurait pas désavouées.

Ce qui apparaît comme évident pour toutes les écoles révolutionnaires, à savoir que l'armée en régime capitaliste est un instrument de répression pour les conflits sociaux internes et un instrument de défense de la bourgeoisie pour les conflits extérieurs est abandonné au profit des vieilles rangelles réformistes. Les formules de l'intérêt national, de défenses des libertés, de patrie commune sont remises à neuf et présentées comme nouveautés.

Il suffirait de reprendre les anciennes « Huma » pour trouver tous les arguments réfutant ces théories du socialisme national.

Les guerres coloniales — Indochine, Syrie, Maroc — ont été la plupart engagées et menées par des gouvernements de gauche.

Vis-à-vis de l'Allemagne rien dans l'attitude des ministères « démocratiques » n'a différé de celle des ministères « réactionnaires », toutes deux étaient celle de l'imperialisme français.

La répression contre « les mauvaises têtes », les compagnies de discipline, les bagnes militaires, ne sont nullement le fait d'une certaine catégorie de grades, mais constituent un de fondement même de l'armée bourgeoise.

On pourrait multiplier les exemples sans peine. Un certain antimilitarisme superficiel peut parfaitement être accepté par tous les démocrates, républicains qui ont toujours de grands principes dans la bouche ou au bout de la plume, mais qui en réalité sont les plus enragés représentants de l'exploitation capitaliste, prêts à sacrifier les populations ouvrières, à leurs intérêts égoïstes, féroces dans la répression.

Cet antimilitarisme timide, hypocrite, conventionnel et de bon ton n'a rien de commun avec notre antimilitarisme révolutionnaire. Notre lutte contre l'armée n'est qu'un aspect de notre lutte contre le régime tout entier.

Pour nous 1914 reste une expérience décisive, définitive.

Libre au Parti communiste de passer l'éponge sur la trahison social-démocrate lors du grand conflit, d'oublier les raisons qui ont provoqué la scission ouvrière, libre à lui d'abandonner ce qui lui reste d'esprit révolutionnaire et d'en revenir à la collaboration de classes.

L'unité entre les vieux réformistes et les néo-réformistes est possible, puisque plus rien ne les distingue.

Quant à nous, nous appelons tous les éléments sincères qui peuplent encore les sections de la II^e et la III^e Internationale, à lutter de commun accord contre la guerre qui vient, contre la société qui l'engendre.

La haine du militarisme fait partie de nos conceptions d'émancipation sociale.

Le poing nouveau du prolétariat abattra un jour la bâtie capitaliste et son chapiteau brûlant : l'armée.

En attendant redoublons d'efforts en luttant avec ténacité contre ses aspects les plus révoltants : les 2 Ans et les bagnes militaires.

CH. RIDEL.

JEUNESSE ANARCHISTE-COMMUNISTE

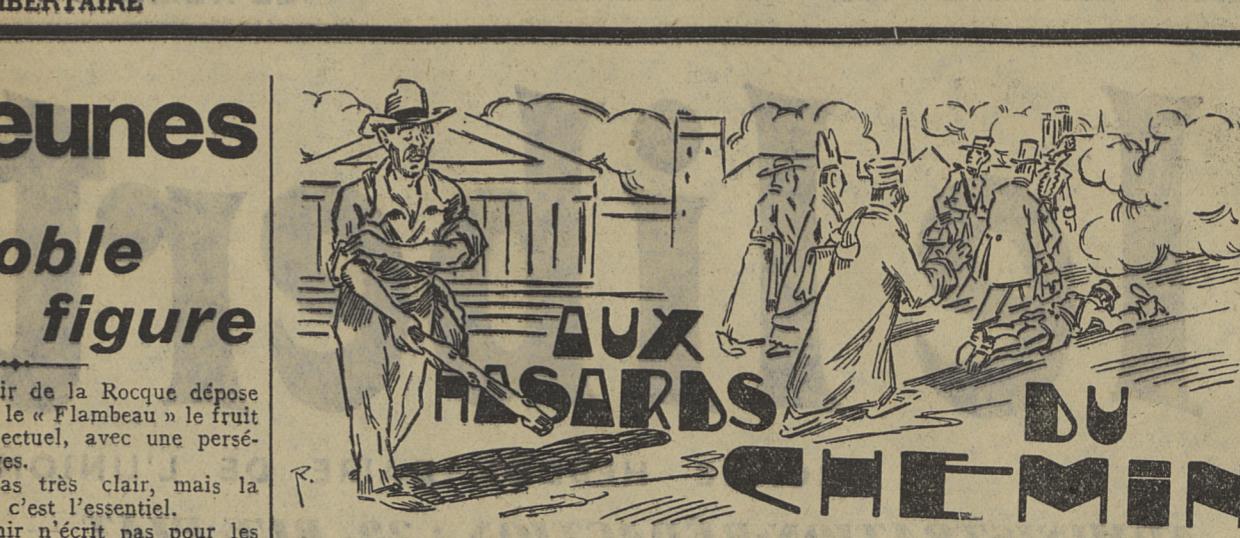
Fédération Nationale de la J. A. C. — Ecrire au secrétariat provisoire au Lib.

Groupe des Etudiants. — S'adresser à Delman au journal.

Groupe Paris-Ville. — Permanence tous les samedis, de 18 à 18 heures. Mardi 30, à 21 heures précises, causerie par le cam. L. Daurat sur : « L'attitude des partis ouvriers devant la guerre. Appel à tous les sympathisants. »

Pour une liaison internationale. — Toutes les organisations de jeunesse anarchistes et syndicalistes (principalement Espagne, Suède, Bulgarie, Hollande, Mexique, Chili et Etats-Unis) sont invitées à se mettre en relation avec notre Fédération de langue française.

Les groupes belges (Bruxelles) et suisses (Genève) sont près de nous communiquer leur adresse.



Propos d'un Paria

Le fringant Casimir de la Rocque dépose chaque semaine dans le « Flambeau » le fruit de son travail intellectuel, avec une persévération digne d'éloges.

C'est laborieux, pas très clair, mais la bonne volonté y est, c'est l'essentiel.

Evidemment Casimir n'écrit pas pour les Crois de Feu, toujours convaincus. Pourvu qu'ils sachent marcher au pas et écouter aux portes...

Ce mot d'ordre se rattache naturellement à la conception générale qui prévaut actuellement, envisageant la question internationale sous l'aspect schématique de la lutte entre les nations fascistes et les pays démocratiques.

Notre homme se démène surtout pour les salopards de tout poil, pour ceux qui ne pensent pas tricolore, qui veulent la Révolution ! Nous vous rendez compte, il préférerait leur coller 4 jours avec le motif.

Mais on est bon ou on ne l'est pas et par bonheur c'est le péché mignon de Casimir.

Il s'efforce à replacer les égarés dans la voie du salut, à leur faire toucher du doigt la vérité vraie.

Avec ça pas fier, tout le monde peut l'apprécier, il ne mord pas.

Une petite pointe de susceptibilité cependant.

Mais elle est normale si l'on songe aux tristes crétins à qui l'on a affaire, s'obstinent à ne pas comprendre les finesse de la dialectique Crois de Feu.

L'intelligence toute militaire de Casimir ne lui permet pas toujours de les comprendre lui-même, mais que diable un peu de bonne volonté ne ferait pas de tort.

Car malgré quelques vilaines débâties sur son compte le comte est un fin malin, un petit mariolle.

Ce n'est pas à lui qu'il faut venir parler de la clef du champ de tir ou du zéro de la cantinière.

Sauf à ce qu'il faut venir parler de la clef du champ de tir ou du zéro de la cantinière.

La réponse serait un claquement de mâchoire, un petit mouvement du menton et hop !

Ah mais.

A part cela il est tout disposé à ouvrir les bras pour la réconciliation nationale.

Comme les nacos.

L'embrassade finale quoi.

Heureux la Rocque qui parlait dans un de ses derniers papiers de l'intelligence du peuple, de ses sursauts souverains.

Sursauts souverains ? Il lui faudra ce jour-là se courasser les fesses.

Et cela, bien entendu, au nom de la liberté et de la fraternité qui restent toujours avec l'égalité — on se demande pourquoi — au front des édifices publics.

Ce sont les méthodes fascistes mises en pratique, mais avec l'hypocrisie en plus.

Ces jours derniers, dans l'Œuvre, G. de la Fouchardière raconte que le jour où le comte Casimir ordonna un pavéissement général, il arbora à sa fenêtre un drapeau noir — fait d'un tablier d'écolier et d'un manche à balai. Si ce n'est pas là simple trait d'humour, on peut bien dire que La Fouchardière a eu bien de la chance de s'en tirer à si bon compte.

Supposons qu'un disciple de Staline ait aperçu l'emblème sédition, un peloton de gardes mobiles aussitôt alerté et accompagné de la cellule du coin se seraient rués à l'assaut de l'étalement de la paix et de la liberté, sans préjugé, sans préjugé.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.

Le P. C. 1936 pousse à la répression contre les défenseurs de la politique du P.C. 1927. Les trotskystes, en effet, ne font que défendre les mots d'ordre communistes d'il y a quelques années.



La Sécurité collective

Nous allons donc vers la liquidation des sanctions. Après la déclaration sensationnelle de M. Eden aux Communautés, voici, en effet, le gouvernement français qui vient de déclarer officiellement qu'il acceptait la levée du « blocus » économique de l'Italie en rupture de Pacte. D'aucuns s'en afflagent et regrettent de ne pas voir la S.D.N. prendre, au contraire, l'initiative d'une aggravation des sanctions. Il leur paraît que cette défaite de la légalité internationale est non seulement une humiliation pour tous les pacifistes mais encore une menace précise contre la paix. Nous reconnaissons aisément l'exactitude de la première affirmation. Mais nous n'en sommes pas autrement affligés ; nous pensons même qu'il est excellent que certains pacifistes trop naïfs soient humiliés. Quant à la seconde nous avons, dans notre dernier article, montré sa fausseté : loin d'être un danger, la levée des sanctions suppose une menace immédiate. Félicitons-nous donc d'une telle mesure.

Est-ce à dire que, désormais, la paix soit assurée ? Evidemment non. Les causes permanentes de guerre n'ont pas disparu et ne disparaîtront pas, aussi longtemps que durera le régime capitaliste. Les principaux conflits qui dressent les impérialistes les uns contre les autres subsistent et n'ont rien perdu de leur virulence. Les gouvernements ne l'ignorent pas et c'est pourquoi ils traînent tous à la guerre, soit en armant avec fébrilité, soit en se ménageant de précieuses amitiés. Le monde devient de plus en plus un immense chantier où se forgent les outils de la prochaine guerre, et un lien d'intrigues se couplant, s'entrecroisant, se contrariant, dont les fils sont les pactes de non-agression et d'assistance que ces dernières années ont multipliés.

C'est pourtant sur ces derniers qu'on espérait pour assurer ce qu'on appelle avec quelque grandiloquence la sécurité collective. Le mot fait fortune à droite comme à gauche. Nous le trouvons dans le *Temps* et dans *l'Humanité* et, ce qui est important, avec un contenu sensiblement équivalent. En quoi consiste la sécurité collective ? Essentiellement, elle consiste à revigorer la S.D.N. La faillite de celle-ci dans l'affaire éthiopienne a conduit à envisager à un système plus efficace d'organisation de la paix. Imaginons une S.D.N. pourvue d'un mécanisme précis d'assistance contre l'agresseur et fonctionnant de telle façon qu'automatiquement des sanctions économiques et militaires s'appliquent avec le maximum de brutalité contre l'Etat coupable de troubler la paix : voilà la sécurité collective. On voit qu'il n'y a rien là de nouveau. Mais peut-il y avoir quelque chose de nouveau ?

Le problème, en effet, est toujours le même. Il s'agit de réaliser le bloc des puissances décidées à contenir l'Allemagne, à la maintenir dans le cadre de Versailles. Si l'on observe nos organisateurs de la paix, nous les voyons bien plus occupés à cimenter la coalition anti-allemande qu'à rechercher des formules politiques nouvelles. La grande affaire aujourd'hui, c'est de déclencher Rome de Berlin et de l'amener dans le bloc des puissances satisfaites. Pour réussir cette manœuvre on ira jusqu'à reconnaître la souveraineté de l'Italie sur l'Ethiopie. On ira plus loin si c'est nécessaire... la sécurité collective le veut. Par où l'on voit que la sécurité collective n'est pas autre chose qu'un renouveau du vieux système des alliances et des marchandages qu'il comporte. Il en a toute la fragilité car c'est un édifice que la force fera et que la force défera. A supposer, en effet, que la conjonction à laquelle on travaille aujourd'hui se réalise, imagine-t-on qu'elle dure longtemps ? L'Italie, pour des motifs qu'il est facile de se représenter, déserterait le camp de la sécurité collective, comme, en 1914 et 1915, elle a déserté la Triple-Alliance. L'intérêt général, seul ici, commande. L'instabilité est de règle dans ces combinaisons de puissance.

Le gouvernement français va sans doute tenter pourtant cette construction éphémère. *l'Humanité* l'y convie par la plume de aPul Nizau qui souffre de l'affaiblissement actuel, de la démission de la France et qui veut voir reprendre par celle-ci son rôle de porteuse de flambeau... *Un plan français*, lit-on, peut et doit être proposé, touchant la sécurité collective qui reste, dans le monde présent, l'instrument efficace de la paix.

Élevons-nous une fois de plus contre ces mensonges. Le véritable plan français, celui du Proletariat, ne peut consister à renforcer les positions de l'impérialisme. Il doit être, au contraire, l'instrument de sa ruine. Or l'impérialisme français repose essentiellement sur les bases de Versailles. C'est donc contre Versailles que les travailleurs français doivent lutter. Il ne s'agit pas

ici, répétons-le, de modifications de détail à apporter au Traité, c'est tout ce monument de mensonge, d'injustice et de violence qu'il faut abattre et, sur ses ruines, commencer la construction de la paix.

Jusqu'à ce que cette besogne soit faite, la sécurité collective sera un vain mot.

LASHORTES.

BELGIQUE

Le « moindre mal »

La grève s'est étendue avec une extraordinaire rapidité à tous les bassins miniers et à la plupart des centres de métallurgie. Le textile de Verviers est arrêté, aucun service de transport ne fonctionne à Liège, déjà la région bruxelloise est atteinte et les Flandres elles-mêmes sont touchées.

C'est la meilleure preuve de la misère profonde, permanente qui fait du prolétariat belge une des classes ouvrières les moins payées des pays européens.

Les « représentants » ouvriers au Parlement et au gouvernement, Spaak, Delattre, Vandervelde, etc., multiplient les appels belges des classes ouvrières les moins payées des pays européens.

Un peu partout la gendarmerie a chargé, à Cuesmes, à Quaregnon, à Monsville des barricades se sont dressées rapidement et il a fallu plusieurs heures de lutte pour les enlever.

La classe ouvrière compte déjà plusieurs morts. Une femme morte de peur suivant les journaux, était en réalité touchée par une balle dans le ventre comme on la connaît au moment de l'enterrement.

Telle est la façon dont Stalin commémore le deuxième anniversaire de l'assassinat d'Erich Mühsam par les bandes hitlériennes.

Staline et Hitler se donnent la main pour assassiner les militants révolutionnaires et pour étouffer les voix de leurs compagnes.

L'arrestation de Zenzi Mühsam est une honte, une insulte et une infâme lâcheté.

Staline et Hitler ont prouvé plus d'une fois qu'ils étaient capables des crimes les plus criminels, et ceux qui ont assassiné Erich Mühsam il y a deux ans, comme ceux qui ont emprisonné Zenzi Mühsam il y a quelques semaines, appriment de la même façon la pensée révolutionnaire.

La bureaucratie syndicale est débordée, ses lamentables propositions tendant à faire rentrer les grévistes uniquement sur de vagues promesses — comme en 1932 — n'ont pas entamé le bloc des combattants ouvriers.

Le caractère de violence que prend le conflit montre assez l'apréte de la lutte ; le gouvernement songe à proclamer l'état de siège, ce qui permettrait de réquisitionner les grévistes pour tous les services importants en les mobilisant.

Plusieurs dizaines d'années de collaboration de classe aboutissent aujourd'hui à cette situation tragique : la classe ouvrière isolée, luttant désespérément contre le capitalisme, ses propres organisations, ses émeutes pour que la bourgeoisie belge accorde quelques réformes, puisse 1936 permettre aux travailleurs de se forger les organisations révolutionnaires indispensables à la lutte et à la victoire définitive.

J. LIEGEOS.

Barattini est libéré

On se rappellera le cas de notre camarade Barattini, arrêté en Belgique sous le coup d'une demande d'extradition du Gouvernement italien. Condamné à 30 ans de prison en 1921 pour des faits de guerre civile où la seule victime se trouva être un antifasciste, le propre camarade de Barattini, la Cour des mises en accusation de Liège appela à statuer sur sort de notre ami décida, le 22 mai, qu'il y avait lieu de réclamer favorablement à la requête du gouvernement de Rome. Les attendus motivant cette décision constituaient une monstruosité juridique telle que le ministre de la Justice, tenu par la loi à statuer en dernier ressort sur les cas d'extradition, ne put que les rejeter et ordonner la mise en liberté de notre camarade. C'était le moins que pouvait faire un ministre de la Justice qui se réclame du socialisme. Cependant, la joie sans réserve que nous procure la nouvelle de la libération de Barattini ne doit pas nous faire oublier qu'il s'est trouvé, en Belgique, des magistrats tout disposés à livrer un homme à la mort certaine pour obéir non pas à des considérations juridiques quelconques, mais tout simplement aux plus bas instincts réactionnaires et partisans.

Pour le C.I.D.A. : Hemday.

EN ESPAGNE

La répression s'accentue

De plus en plus le gouvernement de Front Populaire de Casares Quiroga apparaît comme voulant jouer le rôle de chien de garde du capitalisme espagnol.

Devant l'ampleur et le nombre des conflits sociaux, l'état d'alarme a été proclamé, ce qui en vertu d'une loi de la République donne le droit d'arrêter les « suspects » et de procéder à tous les actes d'arbitraire d'une façon légale.

La grande grève du bâtiment de Madrid qui englobe 60.000 ouvriers est entrée dans une période de sabotage assez poussée.

La semaine de 36 heures et le relèvement des salaires, surtout ceux des manœuvres, sont les objectifs les plus importants. Le patronat reste intrépide.

Mené de commun accord entre l'U.G.T. et la C.N.T., la grève se poursuit dans un grand enthousiasme malgré divers essais de briser l'alliance ouvrière.

En effet, les patrons se sont vus épaulés

par le gouvernement qui propose son arbitrage, cependant qu'il ferme les locaux des syndicats appartenant à la C.N.T.

De son côté la Confédération refuse de poursuivre les pourparlers avec les délégués patronaux aussi longtemps que ses syndicats seront sous clef.

La grosse question est de savoir ce que décideira l'U.G.T. fortement influencée par la bureaucratie réformiste, mais dont les adhérents se sentent attirés par la combativité des membres de la C.N.T.

Par ailleurs différentes grèves sont en cours, entre autres celle des tailleurs de Madrid, grève générale à Cadix où les centres confédérés sont fermés, les principaux militants arrêtés et où les forces répressives sont concentrées, les mineurs de Rio Tinto sont entrés en lutte contre les magnats anglais, la grève générale s'est déclarée à Valadolid, à Barcelone le personnel des magasins de commerce est en grève, etc., etc.

Au travers de ces conflits et malgré la répression l'influence de la C.N.T. grandit, et ses effectifs gonflent ; le nouveau quotidien de Madrid va paraître incessamment.

P.S. — En dernière heure nous apprenons que les locaux de Madrid ont été rouverts sous la double pression des syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T.

RUSSIE

Zenzi Muhsam arrêtée en U.R.S.S.

Nous avons reçu récemment une lettre de Moscou nous informant que Kreszentii Kennan (Zenzi) Muhsam, la veuve de notre camarade Erich Muhsam, a subitement disparu.

Elle était partie, il y a environ un an, à Moscou où elle espérait arranger la publication des résultats d'ordre révolutionnaires et évoquer des besoins de la politique extérieure de Staline, qui est dictée par les besoins de notre camarade Muhsam. Elle avait sympathisé Zenzi Muhsam finit par remettre aux autorités compétentes « les manuscrits de Erich » resté anarchiste. Ayant cru, dans sa naïveté, que les bolcheviks étaient sincères dans leurs paroles et d'intérêt, les bolcheviks étant prêts à tirer profit de tout. Mais Zenzi ne manqua pas bien entendu, d'admirer ouvertement, puis, elle disparut.

Hélène Stassova, une des figures les plus connues du bolchevisme, amie et collaboratrice de Lénine, présidente du Secours Rouge International est l'amie de Zenzi Muhsam et avait été son guide à Moscou.

C'était la seule personne à laquelle on put s'adresser pour se renseigner sur ce que faisait Zenzi. Sa réponse, dans le style tchékiste de tous les courissons de la cour du Kremlin, fut la suivante : « Envoyez-moi ce que vous avez à lui dire, et je le lui transmettrai aussitôt ». Dans une seconde lettre, évitant toujours de répondre franchement à la question posée, elle écrivit qu'elle ne pouvait rien faire et qu'il fallait attendre. Nous ne voulons toujours pas croire à l'infamie consommée. Mais il y a quelques jours nous apprenons définitivement que Zenzi Muhsam a été arrêtée et se trouve en prison. On ne sait pas — et pour cause — dans quelle prison elle se trouve.

Telle est la façon dont Stalin commémore le deuxième anniversaire de l'assassinat d'Erich Muhsam par les bandes hitlériennes.

Staline et Hitler se donnent la main pour assassiner les militants révolutionnaires et pour étouffer les voix de leurs compagnes.

L'arrestation de Zenzi Muhsam est une honte, une insulte et une infâme lâcheté.

Staline et Hitler ont prouvé plus d'une fois qu'ils étaient capables des crimes les plus criminels, et ceux qui ont assassiné Erich Muhsam il y a deux ans, comme ceux qui ont emprisonné Zenzi Muhsam il y a quelques semaines, appriment de la même façon la pensée révolutionnaire.

Zenzi Muhsam doit être remise en liberté et doit pouvoir revenir aux siens. Nous demandons à la classe ouvrière de tous les pays de protester énergiquement contre ce nouveau attentat au droit de penser et d'envoyer des télégrammes de protestation à tous les consultants soviétiques exigeant sous menace de manifestations publiques la libération immédiate de notre camarade.

Mais il ne faut pas que l'opinion publique reste inerte et laisse impunis de tels crimes odieux. Et si nous protestons contre les horreurs de l'hitlérisme en Allemagne, n'oublions pas de protester contre celles du bolchevisme en Russie. Que la lâcheté inouïe d'une Hélène Stassova, qui poignarde son ami dans le dos, serve de leçon à tous ceux qui, en allant en Russie, se croient encore de par la grâce d' « amis », à l'abri de la vengeance mesquine des tchékistes tout puissants.

Zenzi Muhsam doit être remise en liberté et doit pouvoir revenir aux siens. Nous demandons à la classe ouvrière de tous les pays de protester énergiquement contre ce nouveau attentat au droit de penser et d'envoyer des télégrammes de protestation à tous les consultants soviétiques exigeant sous menace de manifestations publiques la libération immédiate de notre camarade.

Le journal du Parti socialiste « El Socialista » même, depuis une campagne violente contre l'activité de la jeunesse et demande des sanctions. La circulaire en question a été publiée dans son numéro du 8 juin. *El Socialista* n'incrimine pas les communistes et réserve ses attaques aux partisans de Largo Caballero. Mais les dirigeants communistes de la Jeunesse seront obligés de prendre parti dans le conflit et d'écouter leur jeu. On verra la suite.

On se rend compte par ces faits que la jeunesse unifiée vit dans une crise latente et l'union pourrait bien se terminer par une scission rétentissante.

Pour l'instant, les partisans de Largo Caballero tiennent en main l'organisation et les communistes se contentent d'être des seconds.

L'organisation des Jeunesse socialistes pourraient devenir la forteresse du P.C. Jusqu'à présent le P.C. Espagnol n'a pas d'existence pluot effacée. En Catalogne, le parti est inexistant et n'a pas une vie propre. Le front marxiste (union des différents groupes d'opposition) l'a supplanté auprès de la clientèle petite-bourgeoise qui rêve d'établir pour le prolétariat une politique des positions nationales lui nuisent auprès du prolétariat, imprégné d'internationalisme (grâce à la propagande libertaire et socialiste). (Le P.C. Espagnol tout comme la F.A.I. et C.N.T. est contre le nationalisme catalan, etc.). Le Parti en Catalogne est mécontent à ce point qu'il lui égale les moqueries que les ouvriers révolutionnaires réservent d'habitude à Staline et à ses « maréchaux ». On ne voit pas les affiches du P.C. à Barcelone. Les quelques mercenaires que Staline a dans cette ville se contentent d'être à la remorque du gouvernement local du « courageux » Companys. Pour démontrer le néant du bolchevisme et du socialisme en Catalogne, il suffit de noter que le journal de la jeunesse unifiée s'appelle « Iskra ». Le mot veut dire en russe « étoile », mais il est incompréhensible pour les espagnols. On peut dire, sans risque de se tromper, que les mots d'ordre, bolchevistes ont le sort du titre du journal : personne ne les comprend et ne cherche à les comprendre. C'est le sort que le prolétariat mondial réservera au bolchevisme dans le proche avenir ; le mépris, suivi de l'oubli.

A Madrid la situation est différente. Le voyageur de passage dans cette ville est frappé par le nombré et la diversité des affiches du P.C. Le portrait du célèbre « chef » Dimitroff, dont le courage s'exerçait à Leipzig contre Vander Lübe, orne les murs, les vitrines et les water-closets de la capitale espagnole. Ses « pensées », ses mots d'ordre, ses attitudes « héroïques » sont partout. La bureaucratie stalinienne veut faire de Dimitroff, que les révolutionnaires bulgares avaient surnommé, dans la période révolutionnaire d'après-guerre « héros de grenier » — (on devine pourquoi) — un héros prolétarien.

La Russie n'a perdu qu'un satrape. BRONCKA.

La Russie n'a perdu qu'un satrape.

LA TRIBUNE SYNDICALE

APRÈS LA BATAILLE

Sous les efforts coalisés du patronat, des Excellences du Front populaire et des dirigeants ouvriers, les dernières répercussions de la grande bataille sociale s'apaisent. Et déjà, un léger trouble, une certaine hésitation succèdent dans les esprits à la fièvre combative, à l'enthousiasme de la lutte. Une muette interrogation hante les militants vaguement indécis : Les travailleurs sortent-ils vainqueurs ou vaincus du grand conflit ? Et chacun de supposer les résultats acquis par rapport aux possibilités soudainement révélées, par l'envergure du mouvement.

Cette question posée sous cette forme un tantinet brutale, est pour l'heure quelque peu hâtive, tellement il semble difficile de lui donner immédiatement une réponse d'un caractère préemptoire.

Gardons-nous d'un jugement précipité d'autant plus, nous l'avons dit, que les avantages obtenus par les travailleurs sont réels.

La semaine de 40 heures va faire bénéficier les travailleurs des progrès du machinisme dont ils ont été jusqu'ici les seules victimes.

Le contrat collectif, assurant les exploitations d'un salaire minimum, les sauvegardera des effets désastreux de l'avilissement des salaires dû à une main-d'œuvre trop abondante.

Les congés payés constituent une précieuse détente, rompant la désespérante monotonie d'une année d'esclavage.

Mais pourquoi les révolutionnaires ne regrettent-ils pas la liquidation d'un mouvement promettant les plus belles espérances.

Les dirigeants syndicaux ont beau prétendre que le prolétariat doit s'attacher de préférence à la réalisation d'objectifs constituant autant d'étapes sur le chemin de leur émancipation, il n'en reste pas moins que cette limitation obstinée, arbitraire, paradoxale dans une période révolutionnaire, se révèle un facteur de conservation sociale. D'autant plus que ce langage peut n'être qu'un excuse ou constituer le mouvement, au point d'en compromettre même le succès relatif.

Dès lors s'impose l'impression très nette que l'indépendance d'action de la classe ouvrière est fortement compromise.

Et c'est là la cause du malaise qui pointe obscurément dans la conscience ouvrière. C'est que bien des faits jugés anodins au cours de la bataille apparaissent sous un jour différent.

Sans vouloir faire œuvre de doctrinaire, et tout en restant dans le domaine concret du langage des faits, il est utile de rappeler que les rapports sociaux sont régis finalement par les impératifs sommations de la force.

L'évolution sociale, entravée par les stagnations, les reculs, n'est que la résultante du flux et reflux des forces en présence. C'est là des vérités qui ont besoin d'être rappelées pour ne pas être étouffées sous le flot bonimenteur des mandarins assaillis.

L'histoire prodigue de leçons de tous ordres ne manque pas de nous fournir maintes exemples typiques plus que convaincants. Consciente à l'extrême, elle nous rappelle que les victoires mal consolidées se sont effritées et transformées en invraisemblables défaites.

C'est que s'il s'agit d'être fort pour remporter la victoire, il faut le rester pour en servir les conquêtes. Et comme la force consiste essentiellement en une inébranlable volonté d'action, cette dernière doit être sauvegardée par tous les moyens.

Voilà l'explication du malaise qui a succédé si rapidement à l'enivrement de la victoire. En effet, si la classe ouvrière, profitant de la conjoncture favorable, s'est révélée la plus forte au point de forcer ses exploiteurs à lâcher quelques brins de leurs priviléges, il n'en reste pas moins que les péripéties de la lutte ont mis en relief l'assujettissement des travailleurs. D'où, comme conséquence, le développement d'une inquiétude sur le sort réservé aux fruits de leur victoire.

Les manœuvres des bureaucraties syndicales, épaulées par les politiciens du Front populaire, les uns et les autres par l'ampleur d'un mouvement qu'ils n'avaient pas prévu, ont créé l'impression que rien ne serait négligé pour éviter le retour d'une telle manifestation de son régne ?

Les capitalistes ne peuvent pas ne pas avoir tiré la leçon des derniers événements. Le spectacle des dirigeants politico-syndicalistes s'employant à fond pour escamoter le mouvement, n'a pu que lever leurs inquiétudes touchant leur sort. Comment, dès lors, ne pas admettre qu'un capitalisme rassuré est bien près de la revanche ?

On avait répété à satiété que la nouvelle expérience économie-politique s'appuierait sur l'action des masses, avec la secrète pensée que ce changement suffirait pour permettre la réalisation de quelques vagues réformes.

Seulement, voilà, la classe ouvrière, elle, s'est lancée à fond dans la lutte, au grand désarroi de ses « mandataires ». Ces derniers envisagent-ils toujours de faire appel au moment opportun à l'action ouvrière ? Il est sage d'en douter.

On s'efforcera bien plus d'user de compromis, pour ne pas effrayer les classes moyennes plus que craintives. Autant dire que tout se passerait pour le mieux pour le capitalisme.

tant il est vrai que le compromis joue en sa faveur.

Aussi, pouvons-nous dès maintenant envisager l'avenir sous un aspect moins riant que ne l'a laissé espérer un départ foudroyant.

Le grand bruit qui transperce des « sommets » du mouvement ouvrier est qu'il ne faut gêner en rien l'équipe ministérielle du Front populaire. Pour cela, rien ne sera négligé. La classe ouvrière est appelée à faire finalement les frais des nécessités gouvernementales.

Craignons que les conséquences n'en soient pas irréparables.

J. RIBEYRON.

DANS L'ALIMENTATION

Ante participé effectivement à ce mouvement sur les lieux de mon travail d'abord, pour le syndicat de l'Alimentation ensuite, je me permets d'en informer « Le Libertaire » en répondant à son enquête.

Aux Halles d'abord : Pavillon IV (Volailles en gros). Dans ce pavillon où des salariés anormalement bas étaient payés 140 à 200 fr. par semaine, les ouvriers d'eux-mêmes, sans le concours d'aucun parti politique, se réunirent une première fois pour étudier un cahier de revendications et constituer leur section syndicale. Quelques anciens syndiqués rentrèrent dans le bain et aidèrent de leur mieux les travailleurs dans leur conflit. Dépôt du cahier de revendication au Syndicat des Mandataires. Proposition de ces derniers sur les accords Matignon, refus de la délégation sur ce point.

Personnel ouvrier, 520 ; employés, 200. Le mouvement éclate par contagion et par suite des bas salaires.

Après neuf jours de grève, il est obtenu des augmentations de 1,50, 1,75 et 3 francs pour certaines catégories.

Dans l'usine, des communistes, des chrétiens, des réactionnaires, deux anarchistes.

Faisant partie de la délégation générale et de la délégation à la direction, j'ai pu faire un travail de propagande efficace et ai rendu les anars sympathiques en développant leurs thèses.

Bien que peu de travail d'éducation syndicale ait été fait, 390 adhésions ont été enregistrées au syndicat confédéré.

Bon moral d'un bout à l'autre. Les femmes, beaucoup plus combatives que les hommes. La question de la suppression des délégues syndicaux, délégués à la commission mixte, aucun renvoi. Pour les extras, 45 fr. par jour. Respect de la loi de 48 h. Construction dans les pavillons (sous-sol) de lavabos. Tarifs ouvriers, sur les automnes de nuit.

Je doit dire en passant qu'il n'existe aucun winter-closet dans les Halles et que le travailleur doit aller au café pour tout le besoin, d'où dépense onéreuse. En cas de refus, la grève est déclarée. Nous avons grève passive, mais l'occupation des pavillons. Toute disposition utile était prise au sujet. Retour vers le syndicat patronal qui acceptait toutes nos revendications.

Ainsi la cohésion totale des travailleurs, leur volonté, la discipline qu'ils s'imposent, la nettoyé de leurs décisions les conduisent à la victoire.

Alors les brimardes des Halles sont vraiment de rudes gars. Il est à remarquer dans ce mouvement la volonté des ouvriers d'unifier les salaires et la victoire obtenue en ce sens que les femmes travaillent maintenant à salaire égal avec les hommes. Cinq délégués ouvriers furent élus et font leur travail loyalement et bravement.

Une section syndicale puissante est formée et chose beaucoup plus agréable a déjà pris toute disposition utile pour continuer sa tâche. C'est si vrai qu'un petit nombre d'ouvriers ayant voulu monter un syndicat dissident « Professionnel français », s'est terminé par un fiasco lamentable. Lai la conviction absolue que notre syndicat continuera sa tâche car il est vraiment bien parti.

Dans les autres pavillons, la situation n'est pas tout à fait la même et l'y reviendrait dans de prochaines articles car je me propose une enquête très serrée sur la vie des travailleurs des Halles. Je ne voudrais pas terminer sans dire que la grosse majorité des mandataires du pavillon IV a agi avec une entière loyauté. Espérons qu'il en sera toujours de même.

Pour ne pas allonger cet article, je parlerai d'une façon générale des endroits où j'ai pu aller pour le Syndicat de l'Alimentation. A Neuilly, réunion des travailleurs des commerces de détail. Là aussi, salaires excessivement bas. Des commis crémiers gagnent 100 à 200 francs par mois, nourris, pour trimer 14 à 16 heures par jour. Allant aux Halles, livrant par tri, servant, nettoyant, c'est un véritable travail de forçat. Comme ils sont charmants les petits commerçants.

Chez les crémiers, volailleurs, Cours des Halles de Paris, différentes réunions eurent lieu. Réunions très dures, très pénibles du fait de la dispersion des forces dans d'innombrables boutiques. Réunions pénibles aussi du fait que les travailleurs en contact perpétuel avec les patrons font par trop souvent leur jeu. En effet, une partie de ces derniers sont partisans de la fermeture hebdomadaire mais craint que le collègue d'à côté reste ouvert. Pour le faire fermenter on envoie les commis chez celui-là pour l'obliger à baisser rideau. Je mets en garde les ouvriers contre de tels procédés. Laissez les patrons se débrouiller entre eux et si vous risquez l'arrestation, risquez la pour vous et non pour vos exploitants. Dans ces corporations se gissoient aussi pas mal de provocateurs professionnels qui entraînent certains ouvriers dans des mouvements idiots autant que nuisibles. Plusieurs de ces tribulations furent vides de la Bourse du Travail. Je regrette très sincèrement que certains leur font l'honneur de les traiter d'anarchistes.

Comme je l'ai souvent répété, ils n'ont absolument rien à voir avec l'anarchisme, bien au contraire. Dans ces trois corporations après plusieurs réunions, les cahiers de revendications furent mis debout et je suis certain qu'ils aboutiront pleinement grâce aussi à la pression ouvrière. Qui ne manquera pas.

De ce qu'il résulte de tout ce qui précède, il résulte que l'arrogance des chefs d'équipe.

Les points qui intéressaient le plus le personnel étaient les salaires et la reconnaissance des délégués d'entreprise. Mauvais accueil aux accords Matignon, surtout pour qui a trait au paiement des journées de grève. Aussi le lundi 15 juin, le personnel est hostile à la reprise avant le paiement intégral des journées perdues.

Environ un quart du personnel était prêt au travail collectif, mais les autres, confiants dans le Front populaire, attendaient plutôt une décision des élus.

Grande besogne d'éducation à faire, surtout en ce qui concerne la solidarité et l'alcoolisme.

Dans l'ensemble, beaucoup d'améliorations, surtout en ce qui concerne l'hygiène et différentes questions de détail.

A signaler que l'arrogance des chefs a disparu. — **D. E.**

rent partout à la fois et c'est vraiment plaisir de travailler avec eux.

Un vœu pour finir à ces camarades. Vite formez vos cadres syndicaux, éduquez tous ces nouveaux syndiqués, démontrez leur le rôle important que le syndicalisme jouera dans l'avenir, votre branche est une des plus importantes dans la vie économique du pays. N'oubliez pas que vous êtes appelés à devenir l'organisme de distribution des vivres. Faites de tout jamais faillir. Vous êtes bien parti. En avant, toujours plus en avant !

Charles Revenut.

Chez Langlais

(Fabrique de buscs pour corsets)

Le lundi 8 juin, l'usine a été occupée par les 25 ouvriers, ouvrières et jeunes dans un enthousiasme général et avec une discipline librement consentie.

Deux camarades de la Jeunesse Anarchiste-Communiste furent parmi les plus actifs, l'un comme délégué, l'autre comme s'occupant du recrutement pour le syndicat, aucun membre du personnel n'étant syndiqué.

Un camarade socialiste comprenant l'utilité du mouvement prit place à nos côtés comme délégué.

Le mouvement garda un caractère strictement syndicaliste. Nous demandons le réajustement des salaires au taux des maisons similaires, le tarif syndical n'existant pas dans cette corporation peut nombreux.

Dès le début chacun eut à cœur d'assurer sa part de responsabilité dans l'organisation.

La cellule du P. C. nous ravitaillait, des jeunes ouvrières allèrent quérir pour le fonds de ravitaillement du 20^e.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité, faite de solidarité, est née de ce mouvement.

L'intransigeance du patron n'a pu faire fléchir notre volonté de lutte.

Tout en reconnaissant les avantages apportés par les lois sociales nouvelles, les ouvrières se rendent compte que la défense de leurs salaires ne dépend que d'eux-mêmes, de leur solidarité dégagée à toute influence politique.

Les plus nécessitaires purent être aidés grâce à quelques collectes.

Une nouvelle mentalité